

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Felipe Gonzalez, Président du gouvernement espagnol, sur le programme du Conseil européen, la drogue et la date de la Conférence inter-gouvernementale, Valladolid, le mardi 24 octobre 1989.

Je remercie M. Felipe Gonzalez de me donner la parole, mais vraiment je n'ai rien à ajouter à ce qu'il vient d'exprimer lui-même quant aux comptes rendus de nos travaux et de nos conversations.

- J'en profiterai donc seulement pour remercier le gouvernement espagnol et la population ainsi que les autorités provinciales et locales de leur excellente hospitalité.

- Pour le reste, que les journalistes ici présents posent les questions qui leur conviennent, je pense que c'est ce qu'ils attendent.\

QUESTION.- Il semblerait que les changements qui se produisent aujourd'hui dans l'Europe de l'Est ont été l'un des sujets les plus importants que vous avez traités au cours de vos conversations. J'aimerais savoir s'il est possible de concrétiser quelque chose dans cette position commune, cette stratégie commune que doit avoir la Communauté européenne face à ces changements d'évolution des pays de l'Est ?

- LE PRESIDENT.- Nous en avons parlé. Demain je serai devant le Parlement de Strasbourg en qualité de Président en exercice du Conseil européen, je m'exprimerai là-dessus.

- QUESTION.- (en espagnol).

- LE PRESIDENT.- C'est une question immensément vaste. Cette évolution est en cours, elle n'est pas achevée. Elle est différente selon les lieux, avec une idée forte que l'on retrouve partout, l'aspiration à la liberté et à la souveraineté des Etats, à la liberté individuelle, à la liberté collective. Mais les situations politiques ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit de la Pologne, de la Hongrie ou de l'Allemagne de l'Est. L'Europe a une vieille histoire. Les situations économiques de ces pays ne sont pas non plus semblables. De telle sorte qu'à une question de caractère général il est difficile de répondre autrement que je ne le fais maintenant. Ce qui est vrai, c'est que nous assistons aux événements les plus importants - cela a été dit, mais je le répète -, qui se soient produits en Europe depuis les guerres mondiales. Et vous me demandez de réagir en répondant tout de suite à la question : "qu'allez-vous faire ? Il faut se demander d'abord : que vont-ils faire ?"

- Je ne peux pas préjuger ce qui sera dit là-dessus au Conseil européen. Il est certain que ce problème que je viens de traiter, d'évoquer, sera au coeur de ces discussions. La relation de la Communauté avec l'Europe de l'Est, comme d'ailleurs avec les autres pays européens extérieurs à la Communauté, ceux de l'association européenne de libre-échange, en particulier, devient une question primordiale. Cela vient d'entrer en force dans le débat. Il n'est plus possible de développer la Communauté sans avoir en tête les relations de cette Communauté avec les pays de l'Est, avec l'autre Europe. Cela aura des répercussions sur l'allure, la rapidité de construction

de la Communauté, sur l'importance des décisions à prendre. Je pense que la Communauté en tirera des conclusions positives et qu'elle s'organisera, d'autant plus qu'elle est devenue un centre d'attraction au-delà de ce qu'elle pense elle-même, de ce qu'elle espérait, au-delà peut-être de l'ambition qui était la sienne. En somme, l'histoire la charge d'une ambition supplémentaire. De mon point de vue, c'est une excellente chose.\

A Strasbourg nous aurons à parler essentiellement de quelques dossiers majeurs :

- L'union économique et monétaire poursuivant les travaux accomplis à Madrid sous la présidence espagnole et la Charte sociale.

- Il conviendra de parfaire ce qui a déjà été réussi dans la mise au net d'une politique européenne de l'audiovisuel et la politique de l'environnement qui doit être précisée par l'Agence de l'Environnement et qu'il faut maintenant mettre en place.

- Nous parlerons de LOME IV : quels accords la Communauté s'apprête à passer avec les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique qui sont déjà actuellement ses partenaires. Cela tourne autour de choses précises et positives du montant des aides. Et c'est cela qu'il convient maintenant de fixer.

- Tout ceci n'exclut en rien la continuation du marché intérieur qui doit accélérer l'allure pour être au point à la fin de 1992. Voilà les problèmes précis, les objectifs du Conseil de Strasbourg, auxquels se sont ajoutés des problèmes particuliers : la lutte contre la drogue et l'organisation de la recherche et de la thérapeutique pour des maladies comme le cancer ou le sida. A l'intérieur de ce que l'on appelle le marché unique, toutes les questions se posent, beaucoup de réponses sont déjà données sur les transports, sur les relations entre universités, sur le statut des étudiants, sur le statut des retraités, sur les contrôles aux frontières. Sur ce dernier point, la réponse n'est pas donnée, mais elle est en discussion.

- Enfin, la politique extérieure de la Communauté par rapport aux pays de l'Association européenne de libre-échange par rapport au Maghreb - la nouvelle Union du Maghreb Arabe - par rapport aux traditionnels pays tiers associés à la Communauté, par rapport aux demandes nouvelles d'adhésion à la Communauté, enfin par rapport à l'Europe de l'Est et je reviens sur ce que j'ai dit pour commencer.\

QUESTION.- En ce qui concerne les objectifs de 92 ` 1992 ` , nous aimerions savoir quelle sera la participation de la France à la célébration du Vème centenaire de la découverte des deux mondes aux Jeux Olympiques et à Madrid, ville culturelle ?

- Le contrôle de la drogue sur la production et de l'autre sur la consommation. Croyez-vous que la répression policière est efficace car tout le monde a une mémoire, les souvenirs de la prohibition aux Etats-Unis. D'un autre côté, quelle est la position de la France vis-à-vis de la trilatérale qui a lieu aujourd'hui même à Madrid ?

- LE PRESIDENT.- On a l'esprit toujours très vaste ici. L'Espagne est de plus en plus universelle là-dessus. Elle a une vocation planétaire, ce n'est pas commode pour ceux qui ont à vous répondre en deux, trois minutes, en trente secondes.

- Vous avez parlé des Jeux Olympiques et de l'exposition internationale : on y participera le mieux possible. On essaiera de faire honneur à notre pays en venant dans un pays ami et dans de beaux endroits. Barcelone et Séville, c'est tentant d'y venir. Je regrette un peu que cela soit à Séville, parce que j'avais pensé que cela serait à Paris ! Je regrette un peu que ce soit à Barcelone, parce que j'avais pensé que... etc. C'est derrière nous tout cela. L'exposition internationale, nous y avons renoncé nous-mêmes, donc nous n'avons à adresser d'observations qu'à nous-mêmes.

- Quant au combat loyal qui s'est déroulé pour le choix de Barcelone, très bien, Barcelone a gagné, vive Barcelone. Les Français iront à Barcelone non seulement avec l'intention d'y gagner, mais aussi de mieux connaître ce beau pays qu'est la Catalogne. C'est très bien.

- Pour l'exposition, je pense que les entreprises, les administrations s'activent déjà, les architectes aussi. Mais je vais vous avouer, je ne suis pas très au courant. Donc, je transmettrai des encouragements dès mon retour. Cela reste un objectif important.\

Pour la drogue, là, vous m'en demandez trop. Ce n'est pas à moi de trancher. Je n'incline pas, personnellement, à réserver la rigueur aux consommateurs. Je pense que les consommateurs sont des victimes et qu'il ne convient pas d'ajouter à leur misère par des mesures répressives

sont des victimes et qu'il ne convient pas d'ajouter à leur misère par des mesures répressives, c'est mon sentiment personnel. Et cette politique n'a pas à être déterminée souverainement par moi. Elle doit l'être par des gens qualifiés et par les institutions et les commissions qui seront chargées de cela. Vous me demandez mon avis, je vous le donne. Je pense, en revanche, que cette sévérité, cette rigueur, cette répression, cette guerre doivent s'appliquer essentiellement aux trafiquants, à ceux qui utilisent la misère des producteurs pour procéder à des transformations qui sont la cause de l'étendue du mal. Je dois dire que sur ces transformations nous pourrions peut-être agir nous-mêmes un peu plus que nous ne le faisons car elles sont faites à base de produits chimiques qu'il nous appartiendrait peut-être de contrôler davantage.

- Je réclame la plus grande rigueur, la plus grande sévérité, la plus grande détermination pour le combat contre les narco-trafiquants. Cela c'est sérieux. C'est vrai qu'on peut nous dire, il y aurait moins de producteurs et de transformateurs, s'il y avait moins de consommateurs. Tout cela se tient. Mais l'attitude à avoir au regard de différentes catégories d'acteurs de ce drame de la drogue ne peut pas être la même. Si je suis allé soutenir le Président Barco à Bogota, c'est bien pour marquer que là se situait l'un des combats majeurs de l'humanité d'aujourd'hui.

- QUESTION.- Votre position vis-à-vis de la trilatérale qui a lieu aujourd'hui même à Madrid ?

- LE PRESIDENT.- Je n'en ai pas.

- QUESTION.- Sur la drogue ?

- LE PRESIDENT.- La France y participe. Je leur souhaite bon courage. Je leur souhaite une pleine réussite.

- M. GONZALEZ.- Il était tout à fait clair en ce qui concerne ce point. La lutte contre la drogue doit être faite au niveau de la production. Il faut absolument des cultures de substitution et il faut absolument contrôler l'exportation des produits chimiques qui sont des précurseurs et qui viennent de pays industrialisés. Il faut aussi agir au niveau de la commercialisation, du blanchiment de l'argent, c'est-à-dire en fait, il faut contrôler tout ce qui est argent tiré de la drogue. Donc à tous les niveaux, il faut faire quelque chose pour lutter contre la drogue. C'est ce que vient de dire très clairement le Président Mitterrand.\

QUESTION (TV Belge).- Vu le contexte européen qui préside à cette réunion et vu aussi les changements dans les pays de l'Est, les Présidents Mitterrand et Gonzalez pourraient-ils nous donner une brève définition de ce que devrait être à leurs yeux un socialisme européen ?

- M. GONZALEZ.- C'est une évolution historique vers la démocratisation du socialisme. Si on parle de démocratie et du socialisme on va se rencontrer avec le socialisme démocratique, même s'il y a des positions légitimes qui sont des alternatives à cette position de socialisme démocratique. Mais si on contemple ce qui s'est passé en Hongrie, avec le Parti communiste, cette réforme d'un parti qui devient socialiste et qui admet le pluralisme, qui reconnaît que le communisme n'est pas positif pour son pays et qu'il faut faire le socialisme démocratique, cela signifie que nous avons l'opportunité dans le futur de nous rencontrer dans l'espace du socialisme démocratique, avec les singularités qui demeureront de chaque côté.

- LE PRESIDENT.- J'ajouterai quelque chose qui est connu de tous, c'est que les communistes et les socialistes ont la même origine. Ils sont héritiers de la lutte engagée au début du 19ème siècle contre une certaine forme de dictature d'une classe sociale sur l'autre et ils ont combattu pour la conquête de droits élémentaires, travail, salaire, logement, éducation, protection, sécurité, repos, congé, etc... droits de la femme, droits de l'enfant. C'était la même origine. Puis cette famille s'est dispersée au travers des multiples idéologies nées à partir de ce tronc commun que je viens d'évoquer. Et pour s'en tenir à une idée simple - parce qu'en fait c'est beaucoup plus compliqué que cela - les deux grandes branches qui se sont affirmées ont été celles du marxisme-léninisme, il faut toujours ajouter léninisme, et celle des formes de socialisme que nous connaissons en Occident. Quelle est la différence majeure ? C'est que les premiers ont cru pouvoir fonder le socialisme en ignorant les libertés et que les autres ont pensé qu'il n'y avait pas de socialisme sans liberté.

- Quelle est la réponse de l'histoire ? On commence à la voir. C'est pourquoi il serait normal que les peuples qui aspirent à la liberté, qui commencent à l'acquérir, retrouvent les membres de leurs familles qui eux, n'ont pas dévié de la philosophie initiale. Ils sont donc naturellement

appelés à se retrouver. Mais cela reste une vue théorique car en fait la pesanteur et les drames qui se sont déroulés dans les pays où régnaient le communisme et la marxisme-léninisme, sont tels qu'ils provoquent un sentiment de refus de la part de populations qui pourraient, le cas échéant, dépasser leurs revendications propres et aller jusqu'à une coupure du lien. Ce sont des évolutions que nul ne peut prévoir exactement. Elles seront sans doute différentes d'un pays à l'autre. Mais je ne pense pas que cela puisse aller jusqu'à ce que ces peuples s'égarent au point de rejeter le meilleur de ce qu'ils ont reçu. Ils y ajouteront avec ce petit talisman qui change tout et qui s'appelle la liberté. Ils n'oublieront pas, j'espère, qu'il existe sur la terre des millions et des milliards d'êtres humains qui continuent d'être dominés, opprimés ou exploités et que cette lutte là reste une lutte fondamentale.\

QUESTION.- (El Pais) Le Président Gonzalez. N'y a-t-il pas une certaine contradiction entre ce qu'a fait le ministère de l'intérieur au mois d'avril et l'initiative de la trilatérale sous la direction des Etats-Unis. Et puis je voudrais aussi parler de la coordination en ce qui concerne la lutte contre la drogue au niveau communautaire. Il me semble qu'il y a des contradictions.

- M. GONZALEZ.- Non, j'ai l'impression qu'il n'y a pas de contradiction. Je pense même que dans la question est contenue la réponse. En fait, le trafic de drogue est une marque de délinquance. Donc, en fait, il faut qu'au niveau international nous luttons tous de tous les côtés et je pense que l'Europe doit agir en tant que telle sur le plan international, naturellement, en accord avec les Etats-Unis, avec les pays latino-américains. Donc, il n'y a absolument aucune contradiction. Je crois qu'au contraire, ceci renforce la thèse selon laquelle il faut absolument lutter de tous les bords.

- LE PRESIDENT.- Je suis tout à fait d'accord avec ce que vient de dire M. Felipe Gonzalez. Tout à fait d'accord, et en ce sens, je réponds un peu à la question qu'on m'a posée sur la trilatérale. Lorsque M. Bush a fait une déclaration condamnant les narco-trafiquants d'Amérique latine à partir des événements de Colombie, la détermination très forte qu'il a montrée et l'aide qu'il apporte au nom de son pays à la Colombie, j'ai tout à fait approuvé. J'ai trouvé qu'aucun des termes qu'il a employés n'étaient excessifs. Je considère que le principal, c'est de s'associer, c'est d'être présent à cette bataille et donc d'approuver la démarche du Président américain. De tout autre nature est le problème de savoir quelle méthode il convient d'observer pour enrayer la consommation. C'est un problème différent, même s'il traite du même sujet. Alors là, je suis plus nuancé. Je dis : la bataille est juste et doit être menée, ne discutons pas là-dessus, soyons aux côtés les uns des autres. Quant à la conséquence qu'il convient d'en tirer pour la consommation de la drogue, bien que je pense qu'il faille être strict, moi je ne suis pas pour la déréglementation, je ne suis pas pour une sévérité judiciaire répressive pénale excessive et brutale. Le Président des Etats-Unis a peut-être raison, il a peut-être tort, il faut en discuter. D'où la nécessité de se réunir de temps en temps. Je ne veux pas que l'on confonde les deux cas. Le principal c'est de se battre. Ensuite, débattons entre nous de la façon dont il convient d'agir au regard du consommateur.\

QUESTION.- Vous vous êtes réunis l'été dernier à l'Escurial. Le Président Mitterrand ne savait peut-être pas à ce moment-là s'il pourrait fixer une date au moment où le Président Mitterrand a dit qu'il fallait absolument au niveau communautaire nommer des coordinateurs en ce qui concerne le problème de la drogue. Nous aimerions savoir s'il a eu des réponses de la part des autres pays de la Communauté dès maintenant.

- LE PRESIDENT.- D'abord il faut rectifier un peu, si vous le permettez vos souvenirs. Vous dites, voilà les deux questions les plus importantes que nous avons traitées à l'Escurial. Non, la plus importante, rappelez-vous, c'était de savoir s'il y aurait des élections en Espagne. Cela vous intéressait. Vous avez la réponse.

- Quant à fixer la date de la conférence inter-gouvernementale, du travail a été fait pour cela. Le ministre des affaires étrangères français qui est Président du Conseil des ministres, a déjà obtenu des indications. Au moins dix sur douze des pays de la Communauté sont d'accord pour entamer la conférence inter-gouvernementale dans le deuxième semestre de 1990. Il y a une position un peu intermédiaire, estimant qu'il ne faut pas précipiter les choses, et il y a une position de

principe hostile à cette réunion. Certains pays comme l'Espagne souhaitent que cela ait lieu le plus tôt possible, même dès juillet. Je pense, finalement, que ce serait bien et c'est ma position, si la conférence inter-gouvernementale pouvait avoir lieu pendant l'automne 1990. C'est en tout cas dans ce sens que j'interviendrai, que je demanderai une décision à Strasbourg. Je pense que l'Espagne a raison dans son principe. Il n'y a pas de temps à perdre. Dans la pratique, laissons les uns et les autres se retourner, mais pas trop longtemps. Donnons leur trois mois, pas davantage, après le 1er juillet 1990.

- Pour les coordinateurs, nous sommes tout à fait dans les mêmes dispositions et nous avons parlé de cela entre nous pour savoir qui serait désigné, il faudrait le faire le plus tôt possible. Nous sommes maintenant fin octobre, il faudrait que cela soit fait pour le mois prochain, je le souhaite en tout cas. Je ne vais pas bousculer le gouvernement espagnol. J'ai besoin de bousculer le mien.

- M. GONZALEZ.- En ce qui concerne la date, c'est bien difficile à déterminer pour l'instant. On ne peut pas prendre la décision immédiatement étant donné les événements qui se produisent. Il faut voir un petit peu l'évolution des choses qui semblent d'ailleurs positives.\

QUESTION.- Je voudrais savoir à quel point la France et l'Espagne sont disposées à contrôler véritablement l'argent qui est tiré du trafic de drogue et cela dans le cadre de la Communauté.

- M. GONZALEZ.- Je pense que la position du Président de la République française est tout à fait excellente. Il faut aller jusqu'au bout en ce qui concerne le contrôle de l'argent tiré de la drogue. Quelles difficultés il va y avoir ? Il y en aura certainement, sans aucun doute.

- LE PRESIDENT.- Que les banques ouvrent leurs livres, leurs comptes. Tout le reste, ce sera des faux-semblants.

- M. GONZALEZ.- Exact.\